



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Arrêté préfectoral DCPAT-BAE n°2026- 149

**portant prescriptions complémentaires
relatives à la réalisation d'une tierce expertise de la situation sonore
de l'établissement exploité par la société FERTINAGRO France à Misson**

Le Préfet,

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V, ainsi que l'article L. 181-13,
- Vu** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes,
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1994/76 du 9 mars 1994 autorisant les Engrais du Sud-Ouest Ets Longuefosse, à exploiter une usine de 90 000 t/an,
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant délivré à SCPA Sud-Ouest le 21 décembre 2000,
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant du 2 juin 2006 délivré à FERTINAGRO,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2006/4 du 3 janvier 2006 renforçant les prescriptions techniques applicables à la société FERTINAGRO pour son usine de fabrication d'engrais composés et superphosphates d'une capacité respective de 150 000 t/an et 50 000 t/an,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire PR/DAGR/2007/n° 587 du 24 septembre 2007 (suppression du dépôt et de l'emploi d'ammoniac, création d'un dépôt d'ammoniaque, diminution et déplacement du dépôt de propane, modifications des dépôts et postes de distribution de gazole et fioul domestique),
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire DAEC/L n° 2015/542 du 4 août 2015 (bruits et émissions dans l'air), en particulier le point 1) de son article 1,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire DAEC/L n° 2015/543 du 4 août 2015 (réduction des rejets de phosphore dans l'eau),
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT n° 2018-203 du 7 mai 2018 (modification des horaires de fonctionnement, prévention des nuisances sonores et des pollutions sur les voiries), en particulier son article 3.1,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BAE n° 2024-143 du 15 mai 2024 portant modification de diverses dispositions (bruit et rejets atmosphériques en particulier),
- Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCPAT-BAE n° 2024-142 du 15 mai 2024 (respect des niveaux sonores),
- Vu** l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative DCPAT-BAE n° 2025-125 du 26 mai 2025 (respect des niveaux sonores),
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2026-64-SG du 4 mai 2026 portant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes,
- Vu** le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant par courrier préfectoral recommandé du 23 février 2026,

Vu le courrier de l'exploitant du 27 mars 2026 mentionnant ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté et proposant un tiers expert justifiant des compétences requises,

Considérant que la société FERTINAGRO France fait l'objet de plaintes récurrentes de la part des riverains et de leurs représentants,

Considérant que les derniers résultats trimestriels des niveaux sonores en limites de propriété et en zones à émergence réglementée transmis par l'exploitant (rapport de juillet 2025) ne montrent pas de dépassement des valeurs limites réglementaires,

Considérant néanmoins la nécessité de s'assurer, au travers d'une tierce expertise, de la conformité de la situation sonore actuelle des installations,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Landes,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire

La société FERTINAGRO France, ci-après dénommée exploitant, dont le siège social est situé au 1935 route de la Gare à Misson (40290), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour ce qui concerne l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : Tierce expertise de la mesure de la situation acoustique

2.1 Définitions et terminologie

- **Tiers Expert (TE)** : société proposée par l'exploitant, sans lien contractuel ni intérêt économique avec la société FERTINAGRO France et justifiant de connaissances dans les domaines suivants :
 - réglementation, codes, normes relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et notamment des bruits émis dans l'environnement par les ICPE ;
 - méthodologie et métrologie des mesures de contrôle acoustique d'une ICPE.
- **Tierce expertise** : examen approfondi d'un document, afin de vérifier :
 - la pertinence, l'exactitude et l'exhaustivité des hypothèses d'entrée,
 - l'analyse d'un contexte donné et de ses évolutions prévisibles ou envisageables,
 - la pertinence et l'exhaustivité des solutions retenues pour suivre ces évolutions.
- **Réunion d'ouverture** : réunion avec l'exploitant, le TE et la DREAL Nouvelle-Aquitaine au cours de laquelle sont validés le cahier des charges et le périmètre de la tierce expertise, ainsi que les attentes de la DREAL Nouvelle-Aquitaine en termes de délais de réalisation de la tierce expertise et de restitution des conclusions de l'expert.
- **Réunion de clôture** : réunion de présentation du rapport de tierce expertise par le TE, en présence de l'exploitant et de la DREAL Nouvelle-Aquitaine, au cours de laquelle l'expert présente ses conclusions et ses éventuelles recommandations.

2.2 Tierce expertise

Sous six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser à ses frais, par un tiers expert choisi après accord de la DREAL Nouvelle-Aquitaine, une **tierce expertise de la mesure de la situation acoustique** de son établissement.

La tierce expertise doit s'attacher à vérifier :

- la pertinence, la localisation et l'exhaustivité des points de mesure des niveaux de bruit (résiduel et ambiant) en limites de propriété de l'établissement et en zones à émergence réglementée, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs réglementaires fixées par l'arrêté préfectoral du 7 mai 2018 et l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisés,
- l'adéquation entre les méthodes de contrôle prévues et réalisées et les normes en vigueur pour procéder aux mesures des bruits émis dans l'environnement par les installations,

- la conformité de la méthodologie employée avec les normes en vigueur.

2.3 Désignation du Tiers Expert

Sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant indique au tiers expert proposé qu'il compte le retenir.

La personne retenue comme tiers expert pour réaliser la tierce expertise ne doit pas, pendant les 24 mois précédant sa commande, être intervenue sur le site de FERTINAGRO France à Misson.

L'exploitant doit s'assurer que le tiers expert a des règles lui permettant d'éviter et/ou d'interrompre le diagnostic soumis à des pressions ou des influences financières, commerciales ou autres, que celles-ci soient externes ou internes, susceptibles de mettre en doute la qualité de ses travaux.

L'exploitant doit également s'assurer que le tiers expert :

- ne propose pas de prestations en rapport avec la tierce expertise dans les 24 mois qui suivent la fin de cette dernière,
- respecte les conditions de réalisation de la tierce expertise et les délais fixés dans le présent arrêté.

2.4 Réunion d'ouverture

Au plus tard sous six semaines à compter de la notification du présent arrêté, une réunion d'ouverture est tenue afin de préciser le périmètre et le cadre de la tierce expertise. L'exploitant, le tiers expert et la DREAL Nouvelle-Aquitaine y participent. Cette réunion a notamment pour but de rappeler le contexte, les enjeux et les points nécessitant une analyse approfondie et précise. Cette réunion donne lieu à un compte-rendu établi par le tiers expert et soumis à la DREAL Nouvelle-Aquitaine.

2.5 Documents produits lors de l'analyse critique

Le tiers expert présente de manière concrète et compréhensible les documents qu'il produit au cours de son analyse. Les méthodes et outils utilisés devront être présentés. Il mentionne les incertitudes et les limites liées à ses résultats. Il doit être en mesure à tout moment de tracer l'historique de son analyse, de justifier et de démontrer ses résultats. Les points sur lesquels il n'a pas pu se prononcer doivent être actés dans son rapport d'analyse critique.

Le tiers expert doit avoir mis en place une procédure d'identification, de diffusion et d'archivage des documents émis pour la réalisation de l'analyse critique. Notamment, il doit conserver tous les éléments ayant une influence sur le résultat de l'évaluation, à savoir :

- les éléments à l'origine de l'analyse,
- les sources de données,
- les éléments constitutifs de l'analyse,
- les comptes rendus de réunions d'ouverture et de clôture, établis par ses soins,
- les courriers d'échange avec l'exploitant et la DREAL Nouvelle-Aquitaine.

Ces éléments seront conservés et consultables pour une durée minimum de cinq ans.

À l'issue de son analyse, le tiers expert rédige un rapport permettant à l'exploitant et à l'administration d'apprécier, pleinement et sans ambiguïté, le détail des points vérifiés et les conclusions issues de sa tierce expertise.

Ces conclusions doivent notamment hiérarchiser les éventuelles recommandations, invitant l'exploitant à améliorer des mesures existantes ou engager de nouvelles actions, afin d'éviter qu'elles ne soient diluées parmi des observations mineures n'appelant pas nécessairement d'actions de sa part.

Le rapport doit au moins comporter les éléments suivants :

- l'identité et le curriculum vitae du tiers expert ayant procédé à la tierce expertise,
- les informations générales relatives à l'analyse (objet, date, identité du (des) contact(s) de la société FERTINAGRO France, liste des documents examinés, périmètre de la tierce expertise),

- les références bibliographiques,
- les limites de la tierce expertise,
- le rappel des hypothèses retenues par l'exploitant,
- l'avis du tiers expert (clairement formulé), ainsi que ses recommandations.

Au plus tard sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, le tiers expert transmet à l'exploitant son rapport de tierce expertise.

Au plus tard sous quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse à la DREAL Nouvelle-Aquitaine :

- le rapport du tiers expert,
- un mémoire relatif à la prise en compte des observations formulées par le tiers expert. Ce mémoire comporte éventuellement des propositions d'amélioration, accompagnées d'un échéancier pour leur mise en œuvre.

2.6 Réunion de clôture

Au plus tard sous cinq mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant organise une réunion de clôture avec la DREAL Nouvelle-Aquitaine, au cours de laquelle le tiers expert présente ses conclusions et ses éventuelles recommandations.

Article 3 : Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Misson et peut y être consultée par les personnes intéressées,
- 2° un extrait du présent arrêté est affiché dans la mairie de Misson pendant une durée minimum d'un mois ; le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Misson,
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Notification et exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, la sous-préfète de l'arrondissement de Dax, la maire de Misson, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société FERTINAGRO France.

Mont-de-Marsan, le 26 MAI 2026



Gilles Clavreul

Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noullobos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).